

**METHODOLOGIE DE L'ENQUETE PRINCIPALE
AUPRES DES MENAGES DE SAO TOME ET
PRINCIPE**

SOMMAIRE

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Dans le cadre de l'élaboration et de l'évaluation de la politique de développement économique et social de Sao Tomé et Príncipe, et notamment de le nouveaux DSRP, le Gouvernement a besoin de données abondantes, fiables, actualisées et à jour sur les divers secteurs de l'économie, notamment sur le secteur des ménages.

L'INE a déjà engagé dans la réalisation des différents enquêtes auprès le ménages, notamment la petite enquête sur la consommation des ménages a été réalisée en 1996 dans le district d'Agua Grande (la ville Sao Tomé), avec comme objectif l'actualisation des pondérations utilisées pour le calcul de l'Indice des Prix à la Consommation de la ville de Sao Tomé. Mais, si les données de cette enquête ont été utilisées pour la planification, l'analyse économique, la comptabilité nationale et la construction de l'indice des prix des ménages, elles n'ont pas servi à faire une analyse systématique de la pauvreté en République Démocratique de Sao Tomé e Príncipe.

Cependant, depuis 2000/2001 le Gouvernement s'est engagé dans la réalisation d'une enquête sur les conditions de vie des ménages, qu'avait fournir des données socio-économiques détaillées sur les ménages qui, entre autres: (i) fournissent des indicateurs de bien-être des ménages et décrivent leurs besoins fondamentaux; (ii) permettent l'identification des groupes vulnérables; et (iii) permettent d'élaboration d'un profil de la pauvreté à Sao Tome et Príncipe; qu'avait servir du supporte pour l'élaboration du DSPR I en 2002.

De ce fait, le Gouvernement et les principaux utilisateurs manquent totalement de données actualisée, fiables, complètes et à jour sur les conditions de vie des ménages dont ils ont besoin pour la planification du secteur social, l'élaboration, évaluation et la mise en oeuvre du programme de lutte contre la pauvreté (DSRP II) et le suivi du développement humain durable.

Afin de combler cette lacune, le Gouvernement de Sao Tomé et Príncipe s'est engagé dans la réalisation d'une Enquête sur Budget de la Consommation (**EBC-2009/10**), susceptible de fournir dans un court délai les données socio-économiques détaillées sur les ménages qui, permis d'évaluer la situation de pauvreté dans laquelle vit la population, notamment permettent l'élaboration d'un nouveaux profil de la pauvreté à Sao Tomé e Príncipe. En outre, cette enquête permettra d'obtenir les coefficients de pondération de l'IPC, calculé selon la méthode de Laspeyres.

Conformément aux objectifs de l'enquête santoméenne auprès des ménages (**EBC**), la connaissance des dépenses des ménages au cours d'une période de 12 mois est indispensable afin de prendre en compte les fluctuations saisonnières. Il est cependant difficile de concevoir une opération qui dure douze mois dans chacun des ménages sélectionnés, à cause de son coût prohibitif et de la lassitude qu'elle occasionnerait.

Dans un contexte de ressources rares et de délais limités (l'**EBC** doit servir pour l'élaboration de rapport de suivi de **DSRP I** et les principaux indicateurs des **OMD**, et alimenter le **DSRP II** et le **Plan de Développement** du Pays, avant octobre 2009), la présente enquête va aussi étudier la saisonnalité des produits dans le panier de la ménagère servant au calcul de l'Indice de Prix à la Consommation (**IPC**). Dans ce contexte, il est proposé ici, une série de deux enquêtes, notamment l'Enquête Principale (**EP**) qui sera effectuée en trois mois sur le terrain en quatre vagues de 18 jours chacune et aura une couverture nationale. Les dépenses des ménages devront être relevées au cours de cette période en distinguant les dépenses rétrospectives des dépenses quotidiennes. Par ailler, la deuxième c'est l'Enquête Complémentaire (**EC**) qui sera effectuée uniquement dans le district d'Agua Grande pendant 9 mois mais auprès d'un échantillon de ménages plus réduits. Cette enquête est réalisée par trimestre auprès d'un échantillon tournant de ménages. Chaque trimestre d'enquête est désigné sous le terme de round. Cette enquête permettra d'obtenir les coefficients de pondération de l'IPC,

La réalisation de cette importante opération fut la responsabilité de l'**Institut National de la Statistique (INE)**, l'organe central du Système Statistique National (**SEN**).

II. OBJECTIFS DE L'ENQUETE

L'objectif général de l'enquête est d'évaluer la situation de pauvreté dans laquelle vit la population de Sao Tomé et Príncipe (STP). Les objectifs spécifiques sont :

- obtenir des informations actualisées sur les ménages, principalement sur leurs caractéristiques tant démographiques que socio-économiques (alphabétisation, éducation, santé, emploi, logement, possession de biens durables, dépenses et revenus,...) ;
- produire des indicateurs pour le suivi des politiques, programmes et projets de lutte contre la pauvreté et visant l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement ;
- fournir des informations statistiques pour la gestion, l'orientation et la reformulation des politiques sociales en cours ;
- développer les capacités nationales de conception et de mise en œuvre des enquêtes sur les indicateurs de base du bien être des ménages ;
- déterminer les coefficients de pondération d'un nouvel indice de prix à la consommation des ménages ;
- déterminer les coefficients de pondération des produits saisonniers

III. Résultats attendus

Les résultats suivants sont attendus de l'organisation de cette enquête :

- des informations actualisées sur les ménages, principalement sur leurs caractéristiques tant démographiques que socio- économiques sont mises à jour;
- des indicateurs pour le suivi des politiques, programmes et projets de lutte contre la pauvreté et visant l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement, sont produits ;
- des informations statistiques sont pour la gestion, l'orientation et la reformulation des politiques sociales en cours, fournies ;
- les capacités nationales de conception et de mise en œuvre des enquêtes sur les indicateurs de base du bien être des ménages, sont développées ;
- les coefficients de pondération d'un nouvel IPC sont calculés ;
- les coefficients de pondération des produits saisonniers sont déterminés.

IV. DEFINITION DES CONCEPTS

Les deux principaux concepts de cette enquête sont le ménage et la dépense de consommation d'un ménage. Des précisions sur les autres concepts pourront se faire dans le manuel des agents de collecte (logement, emploi, chômage, migration, résidence, profession ou métiers, branches d'activités, etc..).

Le ménage

Le ménage est défini au sens du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH). Il s'agit de personnes apparentées ou non, vivant ensemble sous le même toit, partageant des repas en commun et reconnaissant l'autorité d'un chef de ménage.

Cette définition est reprise et précisée dans la résolution I de la 17^{ème} conférence internationale des statisticiens de travail (CIST) de décembre 2003, concernant les statistiques des revenus et des dépenses de ménages. Un ménage peut être soit composé d'une seule personne qui pourvoie à ses propres besoins alimentaires et autres besoins vitaux sans s'associer avec d'autres personnes ; le

ménage peut également comprendre plusieurs personnes qui peuvent être identifiées en fonction de l'un des critères suivants :

- elles partagent le logement (soit en contribuant aux frais de logement soit en bénéficiant du fait que les frais sont supportés par les autres) ;
- elles partagent au moins un repas par semaine ;
- elles sont financièrement dépendantes en ce qui concerne au moins deux des trois types de postes suivants : nourriture, logement ou autres dépenses. Dans ce cas, le ménage est qualifié *d'unité de consommation*.

Dans les détails précisés par la résolution susmentionnée, il est noté que le respect du critère de chef de ménage n'est pas obligatoire pour définir un ménage. Cependant pour des questions pratiques de l'enquête, cette notion a tout son sens. De même, dans l'opérationnalisation du concept de ménage, plusieurs cas sont à exclure pour des raisons pratiques. Ainsi, les ménages collectifs vivant dans des campements, des lieux de détention, des casernes militaires, les hôpitaux, les centres de réinsertion sociale sont généralement exclus du champ social de l'enquête pour des difficultés d'enquête. Il en est de même des personnes sans domicile fixe.

Selon la résolution citée, une durée minimum de six mois peut être utilisée comme l'un des critères permettant de déterminer la résidence habituelle au sein du ménage.

La dépense de consommation d'un ménage

Toujours selon la résolution I de la 17^{ème} conférence internationale des statisticiens de travail (CIST) de décembre 2003, concernant les statistiques des revenus et des dépenses de ménages, les biens et services de consommation sont ceux qui sont utilisés par un ménage pour la satisfaction directe des besoins personnels de ses membres. Les dépenses de consommation du ménage représentent alors la valeur des biens et services de consommation acquis, utilisés ou payés par un ménage par des achats monétaires directs, la production pour son propre compte, le troc ou en tant que revenu en nature, pour la satisfaction des besoins de ses membres. La consommation finale effective d'un ménage est la somme de ses dépenses de consommation et de la valeur des biens et services de consommation acquis ou utilisés par le ménage au moyen de transferts provenant d'administrations publiques, d'institutions à but non lucratif ou d'autres ménages.

La résolution précise que le concept de consommation finale effective est plus appropriée à l'analyse du bien-être du fait qu'il tient compte de tous les biens et services de consommation mis à la disposition d'un ménage pour satisfaire les besoins de ses membres.

Aux fins d'enregistrement de leurs dépenses, les services peuvent être considérés comme consommés au moment de l'acquisition ou au moment de paiement. Par contre pour ce qui est des biens, il s'agit de choisir entre le moment de l'acquisition et le moment d'utilisation. Dans le cas d'estimation des coefficients de pondérations d'un indice de prix en tant qu'indicateur macro-économique destiné à mesurer l'inflation, le choix est plutôt porté vers l'approche fondée sur l'acquisition des biens. En effet, concernant les services acquis et les biens non durables (biens consommés entièrement ou progressivement sur une courte période après leur achat), la dépense de consommation mesurée par l'approche d'acquisition est une bonne approximation de la mesure sur la base des coûts de consommation (valeurs estimées du flux de service provenant des biens et les valeurs des services effectifs).

Par contre, la dépense de consommation de biens durables (biens de consommation utilisés plusieurs fois sur une longue période) estimée par l'approche d'acquisition est généralement différente de la valeur obtenue en utilisant l'approche fondée sur les coûts de consommation. Mais aux fins d'utilisation dans la compilation des coefficients de pondération pour un indice de prix à la consommation (IPC) qui servira à suivre l'inflation, l'approche « acquisition » est souvent utilisée, surtout lorsqu'elle n'est appliquée qu'aux achats monétaires.

En résumé, dans le cadre de cette enquête, la dépense de consommation est définie selon l'approche d'acquisition des biens et services. Pour le calcul de l'Indice de prix à la consommation, il est alors exclu toutes consommations non monétaires (autoconsommation, cadeaux reçus en nature, loyers fictifs etc..).

Une dépense est une sortie d'un moyen de paiement en échange d'un bien ou d'un service acquis. On parle généralement de dépense monétaire lorsque le moyen de paiement est une monnaie. La dépense peut être également définie selon l'acteur et l'utilisation qui sera faite des biens et services acquis. On distingue ainsi:

- une dépense non individualisable qui se réalise pour la satisfaction d'un besoin collectif difficile à imputer à chacun des membres du groupe (exemples : dépenses alimentaires, paiement de loyers, de frais de téléphone fixe et d'électricité par un ménage) ;
- une dépense individualisable qui est faite spécifiquement par un acteur pour lui-même ou pour un autre membre du ménage (exemples : achat de paire de chaussures, de tissu, frais de scolarité des enfants).

Une dépense est caractérisée de non monétaire dans les cas suivants : l'autoconsommation d'un bien produit par le ménage lui-même, l'acquisition d'un cadeau en nature qui augmente la consommation d'un ménage. Au sens de l'enquête, ces dépenses seront valorisées aux prix déclarés par les ménages qui seuls sont en mesure de dire à quel montant ils pouvaient accéder à ces biens s'ils devaient sortir de l'argent en échange.

La dépense peut également être distinguée selon le temps de sa réalisation. La dépense quotidienne est celle que le ménage effectue pendant la période de l'enquête sur le terrain. Tandis qu'une dépense rétrospective fait référence à une période passée dont la durée est bien délimitée, au cours de laquelle le ménage l'a effectuée. A titre d'exemple, les achats de produits alimentaires durant toute la période de passage d'un enquêteur dans un ménage sont considérés comme dépenses quotidiennes. Les achats de produits d'habillement et de chaussures réalisés au cours des six derniers mois précédant le passage d'un enquêteur dans un ménage sont caractérisés de dépenses rétrospectives.

V. PRESENTATION DE LA NOMENCLATURE DE CONSOMMATION

Au cours de cette enquête, il sera utilisé une nomenclature de consommation basée sur la COICOP 12 dont les fonctions sont déclinées ci-après :

01. Alimentation et boissons non alcoolisées
02. Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants
03. Habillement et chaussures

04. Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles ;
05. Meubles, articles de ménages et entretien courant ;
06. Santé
07. Transport
08. Communications
09. Loisirs et cultures
10. Enseignement
11. Hôtels et restaurants
12. Biens et services divers.

VI. CHAMPS DE L'ENQUETE ET DE L'IPC

Pour l'analyse du profil de pauvreté de la population Saotoméenne, l'enquête aura une couverture nationale. Par contre pour l'IPC et des raisons liées aux contraintes budgétaires, le champ géographique restera le district d'Agua Grande.

Le champ social est constitué de l'ensemble des ménages, toutes catégories confondues, nationaux ou africains, résidant dans le champ géographique de l'enquête. Sont exclus de ce champ, les ménages collectifs (camps militaires, casernes, hôpitaux, etc), les ménages ayant un statut diplomatique, les sans domiciles fixes.

Le champ des biens et services est constitué de l'ensemble des biens, quel que soit leur état à l'acquisition (neuf ou usagé) et des services consommés par les ménages.

VII. STRATEGIE D'ENQUETE

L'INE a le souci non seulement de produire à temps, les principaux indicateurs du DSRP et des OMD, mais aussi d'étudier la saisonnalité des produits dans le panier de la ménagère servant au calcul de l'indice de prix à la consommation. Dans ce contexte, il est proposé ici, une série de deux enquêtes.

La première enquête dite « principale » sera effectuée en trois mois et aura une couverture nationale. Le traitement des données de cette enquête devra permettre d'élaborer le profil de pauvreté à Sao Tomé et Príncipe. En outre, cette enquête permettra d'obtenir les coefficients de pondération de l'IPC, calculé selon la méthode de Laspeyres.

La deuxième enquête dite « complémentaire » sera effectuée uniquement dans le district d'Agua Grande pendant 9 mois mais auprès d'un échantillon de ménages plus réduits. Cette enquête est réalisée par trimestre auprès d'un échantillon tournant de ménages. Chaque trimestre d'enquête est désigné sous le terme de round.

Ainsi, l'enquête complémentaire sera effectuée en trois rounds. Les données collectées au cours de cette phase viendront donc compléter celles issues de l'enquête principale pour constituer une série de 12 mois. C'est le traitement de cette série qui permettra d'obtenir les coefficients de pondération mensuelle des produits saisonniers ainsi que leur calendrier.

VIII. PLAN DE SONDAGE

L'enquête sera réalisée selon un plan de sondage aléatoire stratifié, à deux degrés, avec allocation proportionnelle au premier degré. Au premier degré, il sera tiré des aires d'énumération ou encore appelées zones de dénombrement (ZD). On entend par ZD, une portion d'un district ou d'un quartier, avec des limites précises et identifiables.

Au deuxième degré, il sera tiré un nombre variable de ménages selon la taille des ZD.

4.1 Base de sondage

La base de sondage de l'enquête sur les dépenses des ménages de STP (IOF 2009) provient de la cartographie du Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH) de 2001. Au total, cette base compte 149 ZD pour 40069 ménages.

4.2 Stratification du champ de l'enquête

Les 7 districts de STP sont considérés comme des domaines d'études. En d'autres termes, les résultats de l'enquête devront être significatifs au niveau des districts. Il s'agit des districts de : Água Grande, Mé-Zóchi, Cantagalo, Caué, Lembá, Lobata et Région de Principe.

4.3 Détermination et allocation de la taille de l'échantillon

La taille de l'échantillon d'une enquête par sondage aléatoire, est fonction à la fois de la probabilité d'apparition du phénomène étudié, de la précision fixée pour l'indicateur à calculer et des contraintes budgétaires.

Dans le cadre de cette enquête, l'indicateur principal recherché est le ratio de pauvreté à déterminer selon la méthode du coût des besoins essentiels. Cette méthode est basée sur l'estimation de la dépense de consommation finale des ménages.

Globalement, la dépense de consommation finale des ménages (monétaire ou non) est un événement dont l'observation est quasi universelle dans l'ensemble des ménages. Toutefois, cette observation varie si l'on considère les différentes fonctions de consommation des ménages (Alimentation, boisson, logement, habillement, etc.). En effet, s'il est vrai que certaines dépenses sont quasi permanentes dans les ménages (par exemple, l'alimentation et le logement), d'autres peuvent se révéler rares (loisirs, communication, hôtel et restaurant), notamment dans les ménages les moins nantis,

S'agissant de la précision des résultats, des séries d'enquêtes sur les dépenses des ménages réalisées depuis 1996 à 2008 dans les principales agglomérations des pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), sur des échantillons portant sur 500 à 1000 ménages, ont permis de calculer des dépenses de consommation avec des coefficients de variation se situant généralement à moins de 10%. Les dépenses d'alimentation sont beaucoup plus précises que les autres types de dépenses. L'amélioration de la précision de cet indicateur sera plus exigée dans le district d'Água Grande, dont les résultats serviront aussi pour la mise en place d'un indice de prix à la consommation.

De façon concrète, l'enquête présente se préoccupe de :

- l'obtention des résultats significatifs au niveau des 7 districts ;
- l'amélioration de la précision des résultats notamment dans le district d'Água Grande.

Pour ce faire, et tenant compte des contraintes financières qui existent toujours, les propositions ci-après sont faites :

a) Enquête principale

- affecter un échantillon de 864 ménages au District d'Água Grande ;
- affecter de façon générale, un échantillon de 504 ménages à chacun des autres districts ;

b) Enquête complémentaire dans Agua Grande

- affecter un échantillon tournant de 288 ménages à chaque round de l'enquête complémentaire, soit au total 864 ménages

La prise en compte de toutes ces préoccupations, conduit à une taille d'échantillon estimée à 4752 ménages pour l'ensemble des deux enquêtes dont la répartition est la suivante.

Dominio do Estudo	Echantillon de l'enquête principale	Echantillon de l'enquête complémentaire	Echantillon total de l'enquête IOF
Água Grande	864	864	1728
Mé-Zóchi	504	0	504
Cantagalo	504	0	504
Caué	504	0	504
Lembá	504	0	504
Lobata	504	0	504
Região do Príncipe	504	0	504
Total	3 888	864	4 752

4.4 Echantillon des unités primaires

Comme il a été souligné plus haut, la base de sondage sera le fichier cartographique du RGPH 2001. Depuis cette année, plusieurs enquêtes statistiques se sont déroulées dans ces ZD sans une véritable mise à jour la base de sondage. C'est ainsi qu'une enquête démographique et de santé est cours d'exécution sur le terrain dans 104 aires d'énumération sélectionnées et dénombrées depuis 2006.

Aussi, en principe, dans le cadre de l'IOF, une mise à jour ex ante des données cartographiques est nécessaire avant le tirage des unités primaires. Mais ce travail nécessiterait un coût qui freinerait la réalisation de l'enquête proprement dite. La seule alternative est de reconduire les aires d'énumération de l'EDS, mais cette fois-ci, en procédant au dénombrement de toutes ces zones, afin d'établir la base de sondage des unités secondaires (les ménages).

L'avantage d'une telle approche est d'une part, de réduire les ménages absents ou disparus de la liste du RGPH 2001, et d'autre part, de permettre une amélioration du calcul des pondérations spatiales de l'EDS. La répartition de l'échantillon des unités primaires est la suivante :

Répartition de l'échantillon des unités primaires

Dominio do Estudo	Nombre total d'AE	Echantillon d'AE
Água Grande	58	28
Mé-Zóchi	36	21
Cantagalo	15	15
Caué	7	7
Lembá	12	12
Lobata	15	15
Região do Príncipe	6	6
	149	104

4.5 Constitution de l'échantillon des ménages d'Água Grande

a) Le problème à résoudre

L'enquête principale et l'enquête complémentaire sur les dépenses vont se réaliser dans les ménages. Chacune des deux enquêtes devraient permettre également des extrapolations des résultats à l'ensemble de l'univers.

La méthodologie de l'enquête principale propose de réaliser la collecte sur quatre vagues auprès de 864 ménages. Tandis que l'enquête complémentaire se déroulera pendant neuf mois auprès d'un échantillon tournant tous les trois mois de 288 ménages par round.

La stratégie consiste à constituer au prime abord un échantillon maître de 1728 ménages. Cet échantillon maître représente l'univers et les coefficients de pondération spatiale sont calculés pour chaque ménage échantillon indiquant le nombre de ménages de l'univers qu'il représente.

Pour l'enquête principale, les 864 ménages seront tirés de l'échantillon maître et en constituent un sous-échantillon ; ils représentent donc l'univers entier. Les coefficients de pondération spatiale sont calculés et permettent l'extrapolation des données de l'échantillon des 864 ménages de l'enquête principale à l'univers.

Pour l'enquête complémentaire, on travaille avec l'échantillon maître en répartissant les ménages enquêtés dans le temps. Les 864 ménages restants sont répartis en 3 groupes de 288 ménages chacun, à enquêter en phase complémentaire pendant les trois autres trimestres.

Le seul problème qui se pose est la répartition non équitable des ménages par passage ; le premier passage dispose de deux fois plus de ménages enquêtés que les 3 autres. Il est présenté ici les différents types d'échantillon qui seront tirés.

b) Constitution des différents échantillons

Les deux enquêtes se dérouleront par sondage dans 28 aires d'énumération qui sont déjà tirées. La taille de l'échantillon maître est de 1728 ménages. Pour le tirage du deuxième degré, il sera constitué trois groupes de AE :

- le premier groupe (G1) comprend 12 aires les plus importantes en effectif de ménages, dans lesquelles sera tiré un échantillon maître de 72 ménages ;
- le deuxième groupe (G2) est composé de 8 aires de taille moyenne, dans lesquelles sera tiré un échantillon maître de 63 ménages ;
- le troisième groupe (G3) est constitué de 8 aires de petite taille, dans lesquelles sera tiré un échantillon maître de 45 ménages.

Pour l'enquête principale, il sera tiré de façon aléatoire dans l'échantillon maître des groupes G1 et G2, 36 ménages dans chaque aire d'énumération. Dans le groupe G3, il sera tiré 18 ménages. L'échantillon restant des différents groupes seront utilisés pour l'enquête complémentaire.

Mais compte tenu des risques de déperdition de l'échantillon dans le temps, il est proposé de constituer un échantillon de réserve de 280 ménages, soit 10 ménages de réserve par aire d'énumération. Les ménages de remplacement d'une grappe ne sont utilisés que pour remplacer des ménages défailants de la même grappe.

Condition de remplacement : le remplacement des ménages défailants doit être effectué à priori c'est-à-dire avant le démarrage de chaque phase de collecte ; les refus après le début de la collecte ne font pas l'objet de remplacement.

La constitution des différents échantillons est résumée dans le tableau ci-après :

	Groupe des aires d'énumération		
	G1	G2	G3
Nombre d'aires d'énumération	12	8	8
Nombre de ménages à tirer dans chaque aire pour l'échantillon maître	72	63	45
Nombre de ménages à tirer de l'échantillon maître de chaque aire pour l'enquête principale	36	36	18
Nombre de ménages restants dans chaque aire pour l'enquête complémentaire	36	27	27
Nombre de ménages tirés pour réserve dans chaque aire d'énumération	10	10	10

IX. METHODES D'OBSERVATION

De façon générale, l'enquête sera faite à l'aide d'interview dans les ménages.

Observation des dépenses quotidiennes

L'observation des dépenses quotidiennes effectuées pendant 15 jours dans les ménages sera faite en 6 visites intercalées de 3 jours. Pour cela, les membres des ménages ayant la charge d'effectuer des dépenses collectives ou individuelles recevront des carnets de comptes dans lesquels ils enregistreront tous les jours les dépenses qu'ils auront réalisées. L'enquêteur passe tous les trois jours dans les ménages pour récapituler sur le questionnaire approprié les dépenses consignées dans les carnets de compte. Ainsi le questionnaire sur les dépenses quotidiennes est rempli pour la première fois à la deuxième visite dans le ménage. Ce questionnaire est rempli chaque fois en même temps que la fiche de présence des membres du ménage.

Une vague d'enquête durera 18 jours au cours desquels il sera enquêté 9 ménages par enquêteur. La charge de travail d'un enquêteur est résumée dans le tableau ci-après. En pratique, la vague de collecte correspond à 21 jours, les jours restants devront servir au bouclage de la collecte ou de repos pour un enquêteur n'ayant pas accusé de retard. Au total, la durée de collecte est estimée à 84 jours, soit environ trois mois.

Tableau 3 : charge de travail d'un enquêteur pendant une vague

	MEN01	MEN02	MEN03	MEN04	MEN05	MEN06	MEN07	MEN08	MEN09
J01	X	X	X						
J02				X	X	X			
J03							X	X	X
J04	X	X	X						
J05				X	X	X			
J06							X	X	X
J07	X	X	X						
J08				X	X	X			
J09							X	X	X
J10	X	X	X						
J11				X	X	X			
J12							X	X	X
J13	X	X	X						
J14				X	X	X			

	MEN01	MEN02	MEN03	MEN04	MEN05	MEN06	MEN07	MEN08	MEN09
J15							X	X	X
J16	X	X	X						
J17				X	X	X			
J18							X	X	X

Pour réduire les biais de sélection dus aux dates de début et de fin des mois, les vagues s'enchaîneront les unes à la suite des autres sans commencer ni finir nécessairement aux mêmes dates. En résumé, la date de démarrage doit être coulissante d'une vague à l'autre de façon à ne pas négliger durant toute la période de la collecte un jour calendaire. Un exemple de calendrier est proposé ci-dessous.

Tableau 4 : Exemple de calendrier de démarrage et de fin de vagues de collecte des données

	Vague 1	Vague 2	Vague 3	Vague 4
Début	01/03/09	22/03/09	13/04/09	04/05/09
Fin (y compris les jours de bouclage)	21/03/09	12/04/09	03/05/09	20/05/09

Au total, l'enquête principale durera 3 mois de terrain. Au cours de cette période, chaque enquêteur sera chargé de 36 ménages en tout. De même, l'enquête complémentaire sera faite en trois rounds sur une période totale de 9 mois. La charge de l'enquêteur sera toujours de 36 ménages par round.

X. ORGANISATION DE L'ENQUETE

Personnel

Une équipe centrale d'encadrement composée d'un coordinateur technique, un responsable de la collecte (coordinateur technique adjoint) et un responsable pour l'analyse, sera chargée de la mise en œuvre de tout le processus de l'enquête, sur supervision direct de la Directrice Général d'INE.

Un personnel d'exécution composé de :

- 2 informaticiens
- 1 responsable de sensibilisation
- 8 superviseurs
- 26 contrôleurs de collecte
- 116 agents enquêteurs
- 1 assistant administrative
- 10 opérateurs de saisie pour la saisie des questionnaires
- 5 agents chargés de la vérification et de la correction des questionnaires